

Coronavirus 2019

La lutte manquée de l'Occident



Un petit groupe de pays a massivement utilisé l'intelligence artificielle pour éviter la crise du coronavirus (Taïwan, Singapour) ou pour la juguler (Chine, Corée du Sud). La semaine dernière, un pays occidental, à savoir l'Italie, a tenté de reproduire l'expérience asiatique au moyen d'un maxi-décret (120 articles) appelé « Cura Italia ». Il s'agissait, entre autres mesures, de dépister les comportements à risque par le recours aux données de géolocalisation.

Partout dans le monde, les gouvernements recueillent des informations sur leurs citoyens : impôt sur le revenu, taxe foncière, passeport et immigration, paiement des soins de santé, etc. Mais cette information demeure compartimentée. La nouveauté commence quand un pays comme Taïwan fusionne les données sur la santé et celles sur les entrées et sorties du pays pour les 14 derniers jours. De cette façon, les personnes à risque peuvent immédiatement être détectées et convoquées aux fins de tests.

En Corée du Sud, les personnes déclarées positives au coronavirus ont fait l'objet d'un suivi méthodique à partir des images captées par les caméras numériques, de l'utilisation des cartes de crédit et des données GPS. Quand une personne contaminée rompt la quarantaine obligatoire, elle reçoit automatiquement une amende de 2 500 dollars.

La Chine a poussé le suivi un cran plus loin en lançant une nouvelle application pour téléphone intelligent appelée « *détection des contacts rapprochés* » qui permet aux gens de vérifier leur niveau de risque d'attraper le coronavirus. Chaque fois qu'un utilisateur croise le chemin d'une personne atteinte du coronavirus, une vibration du téléphone le prévient.

Ce n'est pas tout. Quand l'utilisateur veut entrer dans un centre commercial ou tout autre bâtiment public, il doit exhiber l'écran de son téléphone, où s'affiche un code QR. L'œil optique du portique rend son verdict : code vert, la porte s'ouvre, code rouge, on ne passe pas.

Le débat sur la vie privée

Dans tous les cas, il s'agit de pays à tradition confucéenne. Qu'est-ce à dire ? La philosophie confucéenne repose davantage sur la responsabilité de l'individu que sur sa liberté. L'héritage confucéen dit : ma liberté s'arrête là où commence ma responsabilité. Cela ne signifie pas que la culture asiatique n'accorde pas de valeur à la liberté, mais elle la considère comme un acquis social, non comme une valeur structurante.

Quand l'Italie a annoncé publiquement qu'elle pistait les gens qui s'éloignaient de leur domicile malgré l'obligation de confinement, le Comité européen de la protection des données (CEPD) a donné son assentiment, mais en l'assortissant de réserves contraignantes : toute législation d'urgence dérogeant à la règle générale du traitement des données anonymes doit obligatoirement « *assurer la protection des données à caractère personnel des personnes concernées* ». Le pistage à l'italien est pourtant bien plus limité que ce qui a été déployé en Asie.

Au Canada, le maire de Toronto, John Tory, a évoqué le 23 mars 2020 la possibilité d'utiliser la géolocalisation des téléphones intelligents pour repérer les points de

rassemblement de résidents. Selon le maire, ces données devaient être traitées de façon agrégée et anonyme. Pourtant, dès le lendemain, le maire devait s'excuser et affirmer qu'il s'agissait d'une simple hypothèse de travail : jamais au grand jamais n'avait-il eu l'intention de la mettre à exécution.

Choisir la responsabilité plutôt que le respect de la vie privée

Cette timidité semble dépassée à l'heure où l'économie mondiale est paralysée et où les morts se comptent par dizaines de milliers. Voilà pourquoi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a donné le feu vert à la mise au point d'une application open source destinée à être utilisée par tous les pays qui le souhaitent.

Cette application est l'équivalent d'un GPS pour le dépistage du coronavirus : d'une part, elle fournit de l'information géolocalisée aux utilisateurs, d'autre part, elle fait remonter les données individuelles vers les responsables de la santé publique.

La première version de l'application appelée Private Kit : Safe Paths ne contiendra que des fonctionnalités de base ; la priorité de l'OMS est de faire entrer l'application dans les boutiques de Google et d'Apple aussi tôt que possible. La question qui se pose est de savoir si les pays de tradition occidentale adopteront cette technologie collaborative qui, malgré toutes les précautions prises par l'OMS, ne pourra pas ne pas redéfinir les limites de la vie privée.

Acceptera-t-on de limiter la liberté individuelle au nom du principe de responsabilité collective ? Pour les sociétés de tradition occidentale, c'est une question ouverte. Là où prévaut la tradition confucéenne, les sociétés ont abordé la pandémie actuelle avec une réponse claire en faveur de la responsabilité. Quand il s'agit d'un choix entre la vie et la mort, la réponse des pays asiatiques est manifestement la plus efficace.

Les pays occidentaux se trouvent peut-être pour la première fois dans la position de ceux qui reçoivent des leçons du reste du monde et non de ceux qui les donnent. Le phénomène est nouveau. Pour évoluer et intégrer une dose de culture de la responsabilité, il va falloir faire preuve d'une humilité qui a fait grandement défaut à l'Occident jusqu'ici.

Source: **Jean-Guy RENS**

Vice-président de l'Association canadienne pour les technologies avancées (CATA) et conseiller en services de recherche pour l'industrie et les marchés des technologies de l'information. – Sur Le Devoir pour SPEQ Le Devoir inc., le 1 avril 2020